

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 55

11 décembre 2000

S o m m a i r e

Arrêté grand-ducal du 6 octobre 2000 autorisant Monsieur Mario Rui DA COSTA VIEIRA à changer son nom patronymique actuel, ainsi que celui de sa fille mineure Laura DA COSTA VIEIRA en celui de «VIEIRA».....	page 1008
Arrêté grand-ducal du 6 octobre 2000 autorisant Monsieur Orlando AMARO PINTO à changer son nom patronymique actuel en celui de «PINTO»	1008
Arrêté grand-ducal du 1^{er} décembre 2000 portant nomination des membres du Conseil de discipline des fonctionnaires de l'Etat	1009
Cour Européenne des Droits de l'Homme – Election du juge luxembourgeois.....	1009
Juridictions administratives – Nominations	1010
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Services pour personnes âgées – Agréments	1010
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Structures d'accueil sans hébergement pour enfants – Agréments.....	1010
Service de la Navigation – Examen de promotion.....	1010

Arrêté grand-ducal du 6 octobre 2000 autorisant Monsieur Mario Rui DA COSTA VIEIRA à changer son nom patronymique actuel, ainsi que celui de sa fille mineure Laura DA COSTA VIEIRA en celui de «VIEIRA».

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande présentée par Monsieur Mario Rui DA COSTA VIEIRA, né le 29 octobre 1967 à Lisbonne (P), de nationalité luxembourgeoise et demeurant à L-4380 Ehlerange - 137, rue d'Esch, sollicitant l'autorisation de changer ses prénoms actuels en celui de «Mario» et son nom patronymique actuel, ainsi que celui de sa fille mineure Laura, née le 25 janvier 2000 à Luxembourg, également de nationalité luxembourgeoise, en celui de «VIEIRA»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Monsieur Mario Rui DA COSTA VIEIRA est autorisé à changer ses prénoms actuels en celui de «Mario» et son nom patronymique actuel ainsi que celui de sa fille mineure Laura en celui de «VIEIRA».

Art. 2. Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressé sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

Le Ministre de la Justice,
Luc Frieden

Palais de Luxembourg, le 6 octobre 2000.

Pour le Grand-Duc:
Son Lieutenant-Représentant
Henri
Grand-Duc héritier

Arrêté grand-ducal du 6 octobre 2000 autorisant Monsieur Orlando AMARO PINTO à changer son nom patronymique actuel en celui de «PINTO».

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande présentée par Monsieur Orlando AMARO PINTO, né le 6 juin 1979 à Dudelange, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-3676 Kayl - 21, rue de Schiffange - sollicitant l'autorisation de changer son nom patronymique actuel en celui de «PINTO»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Monsieur Orlando AMARO PINTO est autorisé à changer son nom patronymique actuel en celui de «PINTO».

Art. 2. Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressé sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

Le Ministre de la Justice,
Luc Frieden

Palais de Luxembourg, le 6 octobre 2000.

Pour le Grand-Duc:
Son Lieutenant-Représentant
Henri
Grand-Duc héritier

Arrêté grand-ducal du 1^{er} décembre 2000 portant nomination des membres du Conseil de discipline des fonctionnaires de l'Etat.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 59, alinéa 1^{er} de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, tel qu'il a été modifié par la suite;

Vu Notre arrêté du 22 décembre 1997 portant nomination des membres du Conseil de discipline pour un terme de trois ans à partir du 1^{er} janvier 2001;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Sont nommés membres du Conseil de discipline pour un terme de trois ans à partir du 1^{er} janvier 2001:

a) Membres effectifs

Mme Marie-Jeanne Havé,	Président de chambre à la Cour d'Appel, président
M. Georges Santer,	Président de chambre à la Cour d'Appel
M. Pierre Neyens,	Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
M. Daniel Andrich,	Conseiller de Gouvernement première classe au Service Central de Législation
M. Pierre Oesch,	Inspecteur de direction premier en rang à l'Entreprise des Postes et Télécommunications
M. Alfred Lugen,	Commis principal à l'Administration des Contributions Directes

b) Membres suppléants

Mme Eliette Bauler,	Président de chambre à la Cour d'Appel
Mme Edmée Konzemius,	Premier Conseiller à la Cour d'Appel
M Pierre Lammar,	Attaché de Gouvernement premier en rang au Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
Mme Liette Schweitzer,	Conseiller de direction première classe au Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
M. Remy Kraus,	Inspecteur principal premier en rang à l'Administration des Ponts et Chaussées
M. Henri Hoffmann,	Premier commis technique principal à l'Administration du Cadastre et de la Topographie

c) Deuxièmes membres suppléants

M. Romain Ludovicy,	Premier Conseiller à la Cour d'Appel
M. Camille Hoffmann,	Conseiller à la Cour d'Appel
M. Romain Kremer,	Inspecteur principal premier en rang au Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
M. Jean Zahlen,	Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère du Travail et de l'Emploi
M. Ernest Apel,	Inspecteur de direction 1 ^{er} en rang à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines
M. Ernest Schmit,	Premier commis principal à l'Entreprise des Postes et Télécommunications.

Art. 2. Notre Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de la Fonction Publique
et de la Réforme Administrative,
Lydie Polfer*

Palais de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2000.
Henri

*Le Secrétaire d'Etat à la Fonction Publique
et à la Réforme Administrative,
Joseph Schaack*

Cour européenne des droits de l'Homme. – Election du juge luxembourgeois. – Le mandat de Monsieur Marc Fischbach viendra à expiration le 31 octobre 2001; ce mandat est renouvelable.

Le mandat du/de la juge à élire sera de six ans. Les juges sont élus par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur une liste de trois candidats.

Le délai pour l'introduction des candidatures auprès du Gouvernement est fixé au 5 janvier 2001 (la date du cachet de la poste faisant foi). Les lettres de candidature accompagnées d'un curriculum vitae, dont le modèle est à la disposition des intéressés au tél. 478-4542, sont à adresser au Ministère de la Justice, adresse postale: L-2934 Luxembourg.

Juridictions administratives. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 27 octobre 2000, Monsieur Eric Schammo et Madame Yannick Didlinger, juges au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, ont été nommés juges suppléants au tribunal administratif.

Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Services pour personnes âgées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 21 août 2000, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire « Sodexho Luxembourg s.a. », ayant son siège à 11, rue des 3 Cantons, L-8399 Windhof, pour l'exercice de l'activité de « logement encadré pour personnes âgées », appelé « Centre résidentiel et d'accueil pour personnes âgées », à l'adresse 30A, rue H. Dunant, L-8024 Strassen.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/99/03/014.

Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Services pour personnes âgées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 16 novembre 2000, l'agrément provisoire a été accordé à Madame Hildegard LEBAU, ayant son domicile à 39, route de Hesperange, L-1731 Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de « logement encadré pour personnes âgées », à l'adresse 39, route de Hesperange, L-1731 Luxembourg.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/00/03/019.

Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Services pour personnes âgées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 16 novembre 2000, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire « Foyer Hiirzebiërg », ayant son siège au Centre J.F. Kennedy, L-9016 Ettelbruck, pour l'exercice de l'activité de « centre psycho-gériatrique », appelé « Hiirzebiërg », au Centre J.F. Kennedy, L-9016 Ettelbruck.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/98/04/004.

Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Services pour personnes âgées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 16 novembre 2000, l'agrément a été accordé à la commune de Mersch, ayant son domicile à B.P. 93, L-7501 Mersch, pour l'exercice de l'activité d' « appel-assistance externe », à l'adresse B.P. 93, L-7501 Mersch.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/98/08/002.

Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Services pour personnes âgées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 16 novembre 2000, l'agrément a été accordé à la commune de Mersch, ayant son domicile à B.P. 93, L-7501 Mersch, pour l'exercice de l'activité de « repas-sur-roues », à l'adresse B.P. 93, L-7501 Mersch.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/98/07/004.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Structures d'accueil sans hébergement pour enfants. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 29 novembre 2000 l'agrément définitif a été accordé à Madame Semeraro Anna Maria, habitant à Bertrange, 235, route de Luxembourg, pour l'exercice de l'activité «crèche» à l'adresse suivante: 80, rue des Trévires, L-2628 Luxembourg.

L'agrément a été enregistré sous le numéro 10162000.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Structures d'accueil sans hébergement pour enfants. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 29 novembre 2000 l'agrément définitif a été accordé à Madame Rischard Danielle, habitant à Roodt-Syre, 44, rue d'Olingen, pour l'exercice de l'activité «garderie» à la même adresse.

L'agrément a été enregistré sous le numéro 60432000.

Service de la Navigation. – Examen de promotion. – Il est porté à la connaissance des intéressés que le Ministère des Transports - Service de la Navigation - organisera un examen de promotion dans la carrière de l'artisan dans la première moitié du mois de mai 2001.
